

44 conjoncture

790 entreprises, représentatives du tissu économique de Loire-Atlantique ont répondu à cette enquête, entre le 3 et le 10 juin 2014.



juin 2014 • N°14

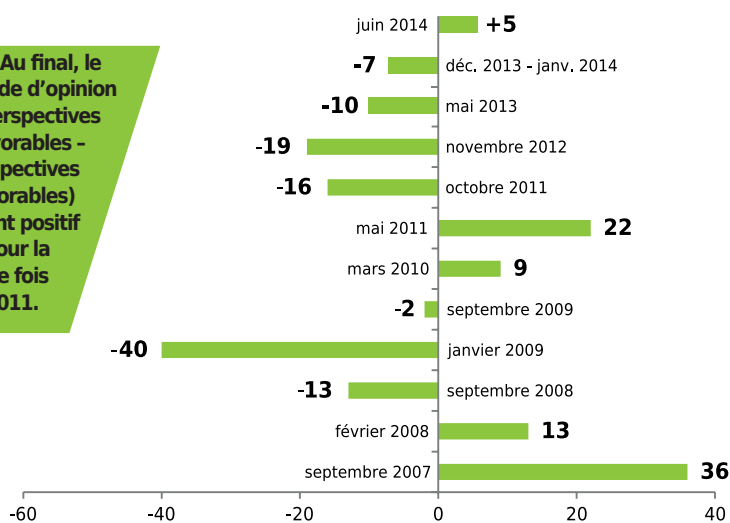
Une conjoncture qui reste atone !

- Une situation stable pour les entreprises ces 3 derniers mois comparé à janvier dernier : 32% des répondants estiment la conjoncture identique et 25% seulement en amélioration. Les jugements négatifs sont même un peu plus nombreux (43% contre 39%) révélant une certaine déception pour le 1^{er} semestre eu égard aux anticipations de janvier.

- Des prévisions qui poursuivent leurs lents redressements : 45% des chefs d'entreprises tablent sur une stabilisation. Ils sont de moins en moins nombreux à anticiper une nouvelle détérioration (¼ des répondants contre 30% en janvier et 38% il y a 1 an).

Au final, le solde d'opinion (perspectives favorables - perspectives défavorables) redevient positif (+5) pour la première fois depuis 2011.

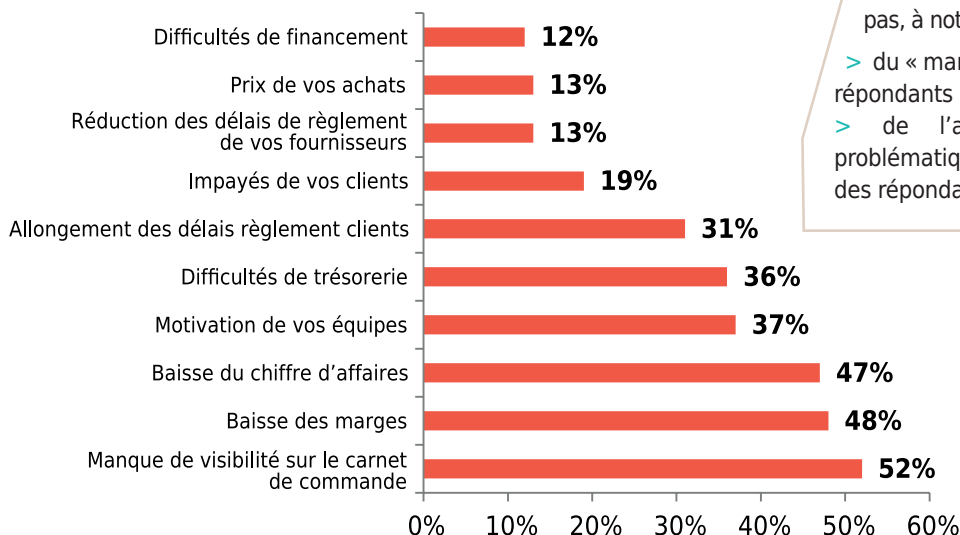
> SOLDE D'OPINION CONCERNANT L'AVENIR DE L'ENTREPRISE *



* différence entre les % d'opinions «meilleure» et «moins bonne»
Source : Enquête de conjoncture, CCI Nantes St-Nazaire, juin 2014

Principales difficultés des chefs d'entreprises

> QUELLES SONT VOS PRINCIPALES DIFFICULTÉS ?



• **Manque de visibilité, marges dégradées, baisse du chiffre d'affaires**

Le trio de têtes des difficultés rencontrées n'évolue pas, à noter la progression :

- > du « manque de visibilité » qui concerne 52% des répondants (43% en janvier),
- > de l'accroissement spectaculaire de la problématique de la motivation des équipes (37% des répondants contre 8% en janvier).

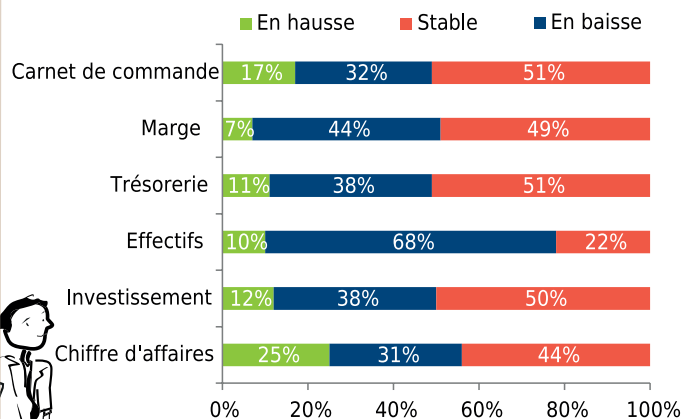


A noter : Le manque de visibilité est cité par 67% des industriels, la baisse du chiffre d'affaires par 63% des hôteliers-restaurateurs.

L'amélioration des indicateurs se fait attendre

- Le chiffre d'affaires est stable ou en hausse pour 56% des répondants (60% en janvier dernier) et les carnets de commande peinent à se remplir. 51% l'estiment même en baisse, ils étaient 40% en janvier.
- Les marges et la trésorerie se sont encore détériorées pour la moitié des répondants. Ils sont cependant plus nombreux à constater un arrêt de la dégradation des marges (51 % des répondants) qu'il y a un an (44% en mai 2013). Pour autant, la question des marges reste le point noir partagé par l'ensemble des chefs d'entreprises, tous secteurs confondus.
- Les investissements restent le plus souvent limités au strict minimum en raison du manque de visibilité et ce, malgré des projets prêts parfois à être lancés. Seuls 12% des répondants ont ainsi accru leurs investissements ces trois derniers mois (9% en janvier).

> EVOLUTION OBSERVÉE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS (EN %)

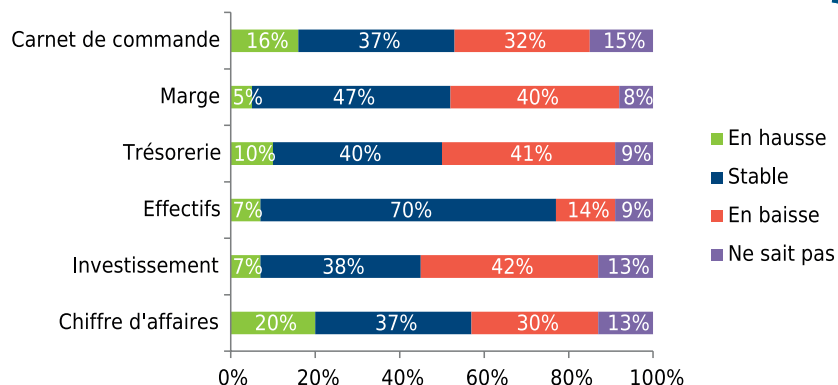


Perspectives* : consolidation des anticipations plus favorables observées en janvier dernier



- 57% des chefs d'entreprises anticipent au moins une stabilisation du chiffre d'affaires (56% en janvier 2014 et 53% en mai 2013) et le niveau des carnets de commande se maintient (au moins stable pour 53% des chefs d'entreprises - 51% en janvier - 46% en mai 2013).
- La reprise des investissements n'est pas prévue à court terme avec seulement 7% des répondants qui prévoient une hausse. Plus que le financement, c'est le déficit de confiance et de visibilité qui sont les premières raisons de cet attentisme.
- La dégradation des marges paraît mieux contenue sans s'améliorer pour autant. La part des répondants qui anticipent au mieux leur stabilité, progresse de 4 points comparé à janvier et de 8 points si l'on se réfère à l'enquête de mai 2013.
- L'incertitude gagne tendanciellement du terrain avec une part des répondants « ne sachant pas » qui s'est accrue de 1 à 4 points selon les indicateurs.

> EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



A noter : 11% des chefs d'entreprises anticipent toujours un recours au chômage partiel dans les prochains mois (13% en janvier 2014 et 14 % en mai 2013).

* Méthodologie : les calculs des pourcentages intègrent les réponses « Ne sait pas » contrairement à la note de janvier dernier.

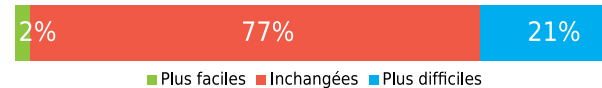


Une situation financière qui ne se redresse pas

Préoccupante pour 39% des entreprises (37% en janvier)

- 21% des chefs d'entreprises jugent leur situation financière saine (22% en janvier 2014). 32% l'estime préoccupante (30% en janvier) et 7% très préoccupante comme en janvier dernier.
- Les réserves financières demeurent faibles (60% des répondants) voire inexistantes pour 9%, soit des proportions identiques à celles de janvier. Les relations avec les banques restent tendues pour 21% des répondants (26% en mai 2013). Pour les répondants les jugeant difficiles, la nature des difficultés rencontrées concernent l'obtention :
 - > de crédits à court terme (découvert, escompte...) pour 61% des concernés ,
 - > d'emprunts pour investir : 47% (59% dans l'industrie),
 - > de couverture d'assurance crédit : 22% des difficultés (60% dans le commerce de gros).

> COMMENT ÉVOLUENT VOS CONDITIONS D'ACCÈS AU CRÉDIT ?



> COMMENT JUGEZ-VOUS LA SITUATION FINANCIÈRE DE VOTRE ENTREPRISE ?



> EN CAS DE DIFFICULTÉS, COMMENT ESTIMEZ-VOUS VOS MARGES DE MANŒUVRE ?



A noter : C'est dans la construction (43% des répondants), le commerce de détail-services aux particuliers (49%) et l'hôtellerie-restauration (51%) que la situation financière des entreprises est jugée la plus dégradée (moyenne 39%).



Les facteurs d'optimisme/de pessimisme pour le second semestre 2014 :



- Le pacte de stabilité, la simplification envisagée pour les PME en matière d'obligation fiscale et juridique, la baisse des charges prévue sur les bas salaires en 2015 vont dans le bon sens.
- La chance d'être sur un territoire attractif, en développement-interrogations sur la concrétisation du transfert de l'aéroport : des heures de travail qui feraient du bien à l'économie.
- Le niveau élevé des carnets de commandes des principaux donneurs d'ordre : STX et Airbus en tête.
- Des taux d'intérêt historiquement bas.



- Une complexité administrative et parfois, une impression d'« usines à gaz » malgré la promesse d'un choc de simplification : loi sur la durée minimum du temps de travail, mutuelle obligatoire, loi ALUR* demain gestion du compte pénibilité, etc ...
- L'absence de réponses concrètes sur la problématique du coût du travail ; en particulier, impact du CICE** sur l'industrie finalement limité par la structure salariale de ce secteur.
- Un climat général morose, la baisse du pouvoir d'achat, les nombreuses liquidations.
- Un sentiment de manque de considération des TPE/PME.
- Les élections qui ont tout figé pendant 3 mois et maintenant, nouveau laps de temps pour que les nouvelles équipes se mettent en place - des investissements publics ternes.
- Les nombreux ponts de mai.

Le sentiment d'une déconnexion entre monde économique et politique et en particulier, d'une méconnaissance du fonctionnement d'une entreprise par les politiques, reste largement partagé.

* ALUR: pour un Accès au Logement et un Urbanisme Rénové
 ** CICE : Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi

PAR SECTEURS



Industrie : des anticipations orientées positivement après un début d'année en demi-teinte

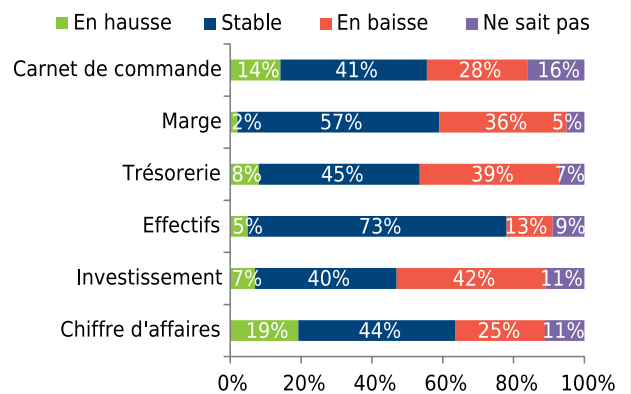
Les anticipations positives de janvier tardent à se concrétiser. Seuls 60% des industriels font part d'une situation stable ou en croissance sur les derniers mois (70% en janvier).

Les attentes se reportent sur le 2nd semestre avec 82% des répondants qui prévoient une amélioration. 65% des industriels anticipent une stabilité ou une hausse de leur carnet de commande ; la proportion atteint 72% s'agissant du chiffre d'affaires. Les marges restent le point noir avec 53% des chefs d'entreprises qui ont enregistré une nouvelle baisse et une inversion de tendance n'est pas attendue (2% des répondants). Conséquence, les trésoreries sont en baisse pour la moitié des industriels et seulement 8% espèrent l'améliorer à court terme.

Si les récentes prises de commande sont une bonne nouvelle, l'impact effectif sur l'activité des sous-traitants interroge en raison des prix demandés, jugés très bas. L'international est de plus en plus perçu comme incontournable, y compris pour les TPI/PMI

(export et sourcing) même si des déconvenues sont inévitables. Le travail en réseau, les compétences sont au cœur des stratégies. Des projets d'investissements sont mentionnés mais leur concrétisation passe par une amélioration de la visibilité.

INDUSTRIE : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



PAR SECTEURS

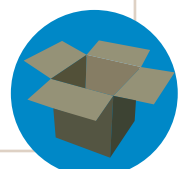
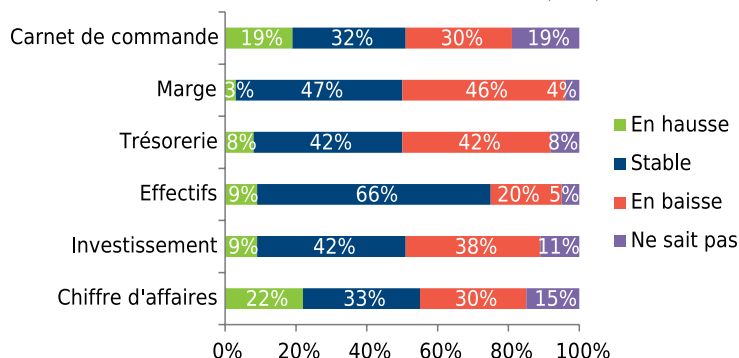


Commerce de gros : des anticipations stables après un 1^{er} semestre décevant

15% seulement des chefs d'entreprises ont un jugement favorable des 3 derniers mois pour leur entreprise (25% en janvier dernier) et 48% une opinion défavorable. La situation est notamment difficile ou en dents de scie pour ceux travaillant pour les industries de biens de consommation (mode, appareils ménagers ..) et pour le bâtiment/travaux publics/matériaux. Fait nouveau, l'activité est en recul dans le matériel agricole.

Le manque de visibilité est important : près de 20% des répondants se déclarent dans l'incapacité d'anticiper l'évolution de leur carnet de commande à 3 mois. Au final, 77% des répondants prévoient malgré tout une amélioration de leur situation dans les prochains mois (78% en janvier).

COMMERCE DE GROS : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



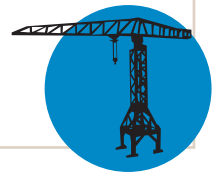
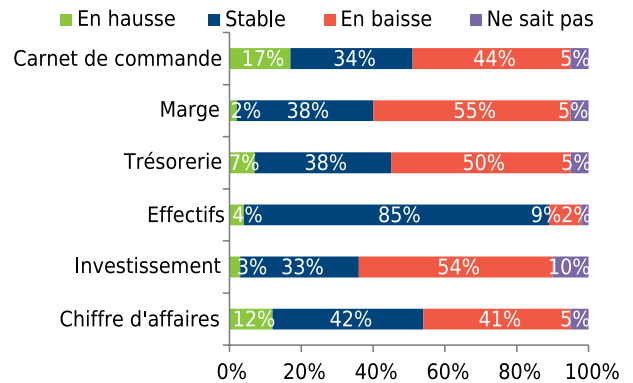
PAR SECTEURS



Construction : toujours difficile !

La conjoncture reste dégradée pour 44% des professionnels dont l'activité est en baisse (29% en janvier). Les prises de commandes sont jugées faibles (en recul pour 60% des répondants) ; tous les marchés sont concernés (particuliers, promoteurs, collectivités ...). La concurrence est jugée agressive, une situation qui alimente des comportements de clients plus opportunistes et exigeants. Le niveau des trésoreries diminue pour les 2/3 des répondants. Les effectifs sont en baisse pour 27% (16% en janvier et 9% il y a 1 an). L'obtention de qualifications pour répondre aux normes est une opportunité pour certains. La rénovation énergétique est un marché jugé porteur. Il suscite cependant des interrogations sur la solvabilité des clients et la lourdeur de la gestion administrative des subventions. Les anticipations sont un peu plus positives mais un redressement significatif n'est pas prévu à court terme malgré des taux d'intérêt historiquement bas.

CONSTRUCTION : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



PAR SECTEURS



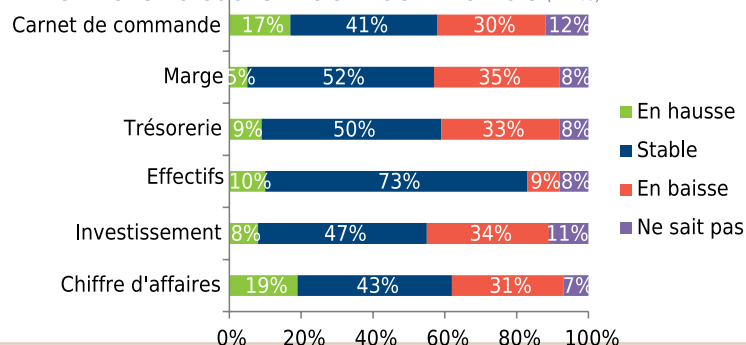
Services aux entreprises : Juste correct !

L'activité est restée globalement modérée. Les 2/3 des professionnels jugent les derniers mois au moins stable ou en hausse (74% en janvier). Les budgets sont serrés et les prix peinent à se maintenir en raison d'une vive concurrence.

Les anticipations sont plutôt positives avec près de 8 professionnels sur 10 qui prévoient une stabilisation ou une amélioration. D'importantes disparités sont à noter. La communication, l'informatique, les experts-

comptables sont les plus positifs. Les professionnels de l'immobilier subissent l'atonie du marché. Les responsables de bureaux d'études entrevoient une fin d'année plus difficile avec la fin des développements de l'A350. Les professionnels de la formation s'inquiètent des conséquences de la réforme de la formation professionnelle qui réduit à 50% le taux de prise en charge. La suspension de l'écotaxe a donné une bouffée d'air au printemps aux transporteurs et les prévisions de court terme semblent plutôt bien orientées.

SERVICES AUX ENTREPRISES : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



PAR SECTEURS

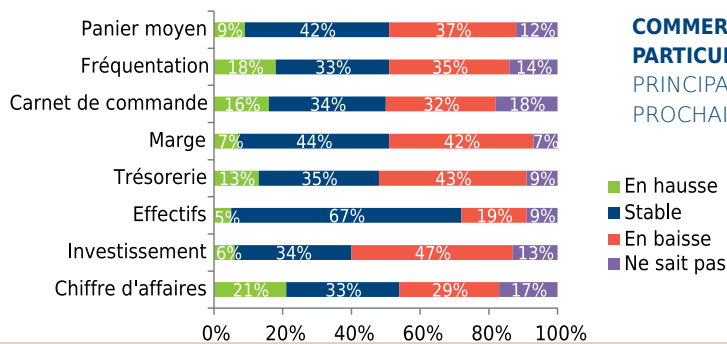


Commerce et services aux particuliers : vivement le soleil !

Le marasme se poursuit avec pour 53% des commerçants, une baisse de la fréquentation et pour 55%, du panier moyen. Les marges sont faibles et les charges d'exploitation progressent. Les situations financières se détériorent : 70% des répondants se disent sans marges de manœuvre ou presque. L'incertitude domine du côté des pharmaciens et surtout des opticiens en raison des décisions politiques récentes. Les professionnels de la réparation automobile font part d'une activité en baisse.

Innovier (nouvelles prestations, nouvel agencement, site internet etc ...) reste la clé du succès pour faire face aux changements de comportement des clients, jugés définitifs par certains professionnels.

Les commerçants sont plus nombreux qu'en janvier à anticiper une amélioration de leur situation (27% contre 16%) en misant sur l'été, le soleil et la coupe du monde pour susciter un élan positif dans la morosité ambiante.



PAR SECTEURS



Hôtellerie restauration : quelques espoirs avec l'approche de la saison

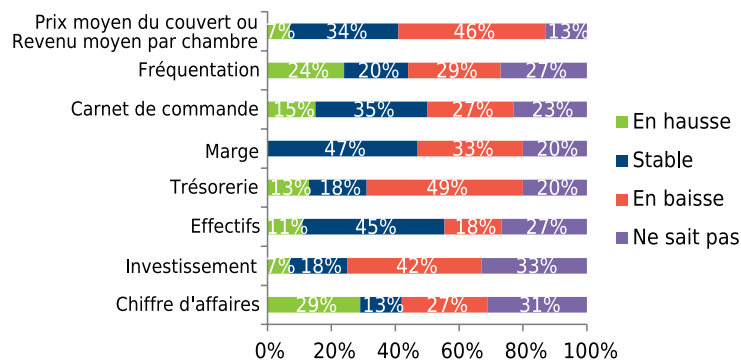
La conjoncture est restée médiocre avec 62% de répondants qui font part d'une détérioration de leur situation.

budgets serrés y compris professionnels.

Les charges sont jugées lourdes, les marges toujours plus basses et les tensions sur les trésoreries nombreuses. La hausse de la TVA n'a souvent pas été répercutée tant la demande est peu dynamique et les

Les anticipations de fréquentation se redressent (+20 points) tout en restant majoritairement négatives. Les réservations se font attendre pour la clientèle des particuliers ; quelques commandes sont enregistrées côté tours opérateurs/agences de voyage.

HÔTELLERIE - RESTAURATION : EVOLUTION ATTENDUE DES PRINCIPAUX INDICATEURS AU COURS DES 3 PROCHAINS MOIS (EN %)



Pour nous contacter :